

# L'Union pour la Méditerranée vue d'Algérie : mythe et limites

Pr. KHELADI Mokhtar

L'espace circumméditerranéen est si parfaitement intégré par les romains que ceux-ci, sans forfanterie aucune, considèrent la Méditerranée comme un lac intérieur. La région a subi de nombreux bouleversement depuis, pour se réveiller au début du XXI<sup>e</sup> siècle, objet de profonds contrastes, avec :

- Une rive nord totalement européenne et une rive sud totalement africaine
- Une rive nord chrétienne et une rive sud musulmane
- Une rive nord riche et industrialisée et une rive sud pauvre et sous-développée
- Une rive nord intégrée dans en EU et une rive sud dont les membres continuent à aller à la « guerre » contre le sous-développement en rangs dispersés

C'est dans un contexte aussi asymétrique que l'UE décide de « s'occuper » sérieusement de la Méditerranée pour en faire une aire de paix et de prospérité partagée, dans le cadre du processus de Barcelone à propos duquel, si on ne peut pas parler franchement d'échec, il n'est pas possible d'en parler en termes de succès non plus. C'est, sans doute pourquoi, le nouveau président français propose la construction d'une **Union pour la Méditerranée** qui ambitionne d'intégrer l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée. Le fondement théorique d'une telle construction existe depuis plus de deux siècles dans les modèles de Smith et de Ricardo qui postulent que l'ouverture aux échanges internationaux est un des principaux déterminants de la croissance et du développement. Au cours des dernières années, la thèse d'une forte corrélation entre ouverture et croissance a été largement défendue par des institutions comme l'OMC et la Banque mondiale mais fait encore l'objet d'importants débats entre notamment des auteurs comme Krugman, Rivera-Batiz and Romer (1990, 1991) J. Frankel et D. Romer (1999) ou Dollar et Kraay (2002), Rodrik (2000) et Rodrik and Rodriguez (1999, 2000), etc.. Notre compréhension des phénomènes d'ouverture et d'intégration a avancé mais sur le fond, le débat est revenu à la case de départ : la corrélation ouverture/croissance est incertaine et l'on ne peut avancer qu'au cas par cas.

Quid, alors, de l'Union pour la Méditerranée ?

Dans le texte que nous proposons nous ferons une approche indirecte du sujet sur la base de deux indicateurs : les échanges de biens et services et les investissements directs étrangers. Nous n'examinerons que le cas de l'Algérie (deuxième PIB en Afrique) dont le comportement est suffisamment représentatif, pour permettre quelques conclusions sur la viabilité du projet. Ce sera une présentation en trois points où nous ferons un examen-critique des tentatives de « coopération avancées » en Méditerranée (section 1), puis nous étudierons la structure et le volume des échanges de l'Algérie avec les pays méditerranéens (section 2) et enfin nous étudierons l'évolution des IDE qu'elle a reçus (section 3).

## 1- UE-ALGERIE : HISTOIRE D'UNE INTEGRATION

L'histoire de l'intégration de l'Algérie avec l'Europe, représentée par la France, remonte à une époque relativement lointaine ; si l'on peut considérer la colonisation comme une forme d'intégration.

### 11- LA PERIODE AVANT 1962 : UNE INTEGRATION PAR LA COLONISATION

Pour la France, le demi-siècle qui s'achève avec les "Trois Glorieuses" a vu la Révolution, la Terreur, L'Empire, les guerres napoléoniennes, le désastre de Waterloo, la

Restauration... Elle en sortit fragilisée et en quête d'une bouffée d'oxygène salvatrice. Sous un autre angle, en dépit d'un climat d'un relief et d'un sous-sol exceptionnels, elle importe chaque année d'énormes quantités de produits dont elle est dépourvue ou dont elle ne produit pas des quantités suffisantes. L'Algérie, se trouvant géographiquement à deux pas, avec un énorme potentiel en friche, se présente comme la bouée de sauvetage par excellence. L'idée de puiser dans cet énorme réservoir abandonné à l'avenant, de quoi restaurer sa pleine puissance, s'imposait d'elle-même et l'éphémère et faible Charles X lui-même ne rata pas l'aubaine

Le général Bugeaud met la conquête de l'Algérie sous le slogan "*par l'épée et par la charrue*"..., attestant clairement que la France veut faire de l'Algérie plus qu'une simple colonie mais l'intégrer jusqu'à en faire une partie d'elle-même. Immédiatement après leur implantation en Algérie, les colons pensèrent à y répandre la culture de produits coloniaux. Diverses espèces (caféier, la betterave, la canne à sucre, le cacao, le poivre, la cannelle, la vanille, le coton, l'indigo, le manioc, le thé, le riz, le tabac) ont été essayées et tour à tour abandonnées, après s'être révélées infructueuses en raison des particularités du climat.

Remis à la raison par les aléas climatiques, les colons se résignèrent finalement à cultiver les produits indigènes, tout en essayant d'introduire de nouvelles techniques de production afin d'en améliorer les rendements qui étaient très faibles. Les principales cultures indigènes d'avant la colonisation étaient le blé, l'orge, le sorgho, le figuier, l'olivier, le dattier, et à un moindre degré l'oranger, le citronnier, le caroubier... En réalité, les colons ne s'intéressent qu'accessoirement à toutes ces cultures, car ils sont de plus en plus attirés par les cultures dites d'exportation : tabac, primeurs, agrumes, vigne, dattes, coton... De facto, l'Algérie est cantonnée dans la livraison à la France de matières premières et produits agricoles ; celle-ci la fournit en retour en produits manufacturiers.

## **12- LA PERIODE APRES 1962 : UNE INTEGRATION PAR LA COOPERATION**

L'indépendance n'a pas produit une rupture dans l'intégration franco-algérienne car les accords d'Evian ont reconduit pratiquement la situation d'avant l'indépendance (la France s'engage à acheter la production algérienne de vin), avec en prime la libre circulation des hommes entre les deux pays. L'Algérie était le plus grand producteur et exportateur de vin du monde mais son unique client est la France qui de surcroît lui impose un programme en 4 ans de réduction des quantités enlevées (Ammour et all. 1974). Toutefois, sous les pressions de ses viticulteurs, la France va dès 1967 rompre l'accord en suspendant unilatéralement ses importations. Il s'ensuivit une mauvaise page de la coopération entre les deux pays qui va atteindre son pic avec la nationalisation des hydrocarbures (1971) l'arrêt de l'émigration, à la suite d'une vague d'attentats racistes (1973).

Entretiens, l'Algérie a mis en œuvre un ambitieux modèle de développement au financement duquel, la CEE ne participe que de façon marginale. La CEE, à proprement parler, a signé ses premiers accords commerciaux avec les pays du Maghreb en 1969, mais ce ne sera qu'en 1972 qu'elle développe au cours d'un sommet tenu à Paris, une nouvelle politique globale qui implique les pays tiers-méditerranéens (PTM). Il en découla des accords commerciaux signés avec chacun des PTM, individuellement décrétant une entrée libre pour les produits manufacturiers et une réduction dans la fourchette [20-80] % des taxes douanières pour les produits agricoles et cela pour une durée non déterminée. Avec les trois pays du Maghreb, les accords n'ont abouti qu'en 1976, et la partie européenne va les remettre en cause dès 1986, à l'occasion de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal (pays à vocation agricole) par rapport au volet agricole, dans le souci de préserver la cohésion de la PAC.

Le constat d'échec étant fait, la CEE revient à la charge, en 1990, avec un autre projet de coopération euro-méditerranéen : la Politique Méditerranéenne Rénovée (PMR), prévue

pour une durée de 5 ans. La PMR reconduit l'essentiel des accords de 1976 et y ajoute quelques bonus tels que la création d'un fonds pour appuyer les programmes d'ajustement structurels menées par les PTM sous l'égide du FMI, la création d'un fonds de financement d'actions communes entre PTM, la garantie d'entrée sans droits de douanes aux produits agricoles de ces pays, etc. L'Algérie a bénéficié dans ce cadre, de 350 millions d'euros qu'elle a affectés essentiellement aux infrastructures, à l'agriculture et à la pêche.

### 13- LE PROCESSUS DE BARCELONE

Au cours de sa réunion tenue à Lisbonne<sup>1</sup> en 1992, le Conseil Européen demanda un bilan sur la coopération euro-méditerranéenne ; bilan qui fait prendre conscience à chacun que cette coopération est largement en-deçà de ce qu'elle pourrait et devrait être. Non seulement l'aide prodiguée par l'UE à ses partenaires est insignifiante mais le partenariat qui a été mis en œuvre a aggravé la dépendance des pays du Maghreb à l'égard de l'UE (simultanément meilleur client et meilleur fournisseur du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie). Par exemple, le volume d'échanges que réalise l'Algérie avec l'Espagne est 4,6 fois plus important que ne le justifie le poids économique de ces deux pays ; le coefficient est de 3,6 avec la France et de 3,2 avec l'Italie (Lafay, Freudenberg et al, 1999).

En comparaison de ce qui va se faire pour les PECO, l'UE a accordé un intérêt si distrait aux pays tiers-méditerranéens qu'il serait plus juste de parler d'absence de stratégie que d'échec d'une stratégie. Les problèmes auxquels est en butte le Sud de la Méditerranée commencent à déteindre au Nord : émigration clandestine, terrorisme, trafics en tous genres... consommant l'échec de la politique méditerranéenne de l'UE. L'Europe se doit de développer un partenariat global et loyal avec l'ensemble des pays du sud et de l'Est de la Méditerranée. Ce nouveau partenariat lancé officiellement au cours d'une réunion des ministres des affaires étrangères, tenue les 27 et 28 novembre 1995 à Barcelone ne vise rien de moins que de faire de la Méditerranée une aire de paix et de prospérité partagée. Au plan économique, le processus engagé à Barcelone devait se traduire, notamment, par la signature d'accords d'association entre l'UE et chacun des PTM, étape préliminaires pour la réalisation d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne à l'horizon 2017.

L'accord entre l'UE et l'Algérie a été signé en 2002 à Séville mais il n'est entré en vigueur que le 1<sup>er</sup> septembre 2005. La distance parcourue est encore trop courte pour prétendre à un bilan, mais d'ores et déjà, les premiers travaux semblent indiquer qu'à court terme l'Algérie y perd plus qu'elle n'y gagne (Boughidene 2007, Oukaci 2008). Tout donne à croire qu'il s'agit encore une fois d'un joujou plus près d'être futile qu'utile. En effet, le marché européen étant ouvert aux produits de l'industrie algérienne depuis 1976, l'accord d'association n'introduit pas de nouvelles opportunités d'exportation, de sorte qu'en dernière instance l'accord se réduit à l'ouverture sans concession, du marché algérien pour les produits européens.

**Tableau 1 : Quelques produits agricoles de l'UE qui bénéficient de concessions tarifaires à l'importation en Algérie**

	Droit de droits appliqués	Réduction des droits de douane	Contingent annuel
Viandes bovines, congelées, désossées	30 %	20 %	11 000 t
Lait poudre (+1,5 MG)	5 %	100 %	40 000 t
Arbres fruitiers	5 %	100 %	illimité

<sup>1</sup> Conseil Européen de Lisbonne (26-27 juin 1992), Conclusion de la présidence.

Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré, de semence	5 %	100 %	45 000 t
Huiles soja brut	15 %	50 %	1 000 t
Blé dur	5 %	100 %	100 000 t
Orge	15 %	50 %	200 000 t
Riz	5 %	100 %	2 000 t
Margarines (non liquides)	30 %	100 %	2 000 t
Sucre, autres que brut	30 %	100 %	150 000 t
Jus de tout autre fruit ou légume	15 %	100 %	100 t

Source : Annexe de l'Accord d'association Algérie-UE.

## 2- LES ECHANGES ALGERIE-UE

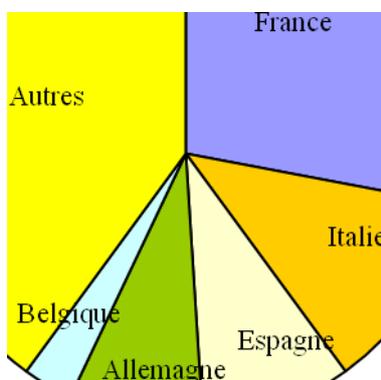
### 21- Evolution des importations

L'Algérie, pays à revenus pétroliers, importe une large gamme de produits, dont les importants sont :

- Biens d'équipement industriel : 3,34 milliards de dollars (véhicules de tourisme, véhicules de transport de marchandises, équipement de téléphonie...).
- Produits alimentaires : 1,88 milliards de dollars (sucre, blé, lait en poudre, huiles...)
- Demi-produits : 1,7 milliards de dollars (biens destinés à l'outil de production)
- Médicaments : 1,2 milliard de dollars
- Bien de consommation non-alimentaire : 0,83 milliard de dollars (statistiques de 2006).

Durant longtemps, elle s'est contentée de « faire son marché dans le quartier », se fournissant pour l'essentiel auprès des trois voisins, de l'arc latin et au-delà auprès des pays de l'UE (Graphique 1).

**Graphique 1 : Les fournisseurs de l'Algérie (en % du total) durant la période 1992-2004**



Source : Données des douanes algériennes

Depuis quelques années, cependant, nous assistons à un bouleversement de cet ordre des choses, l'Algérie commence à diversifier ses fournisseurs (Tableau 2). Certes, la France garde la tête de la liste du meilleur fournisseur, mais sa part a chuté de 24,2 % en 1992, à 17,05 % au premier semestre 2008. L'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et les autres membres de l'UE ont, tous, perdu des parts de marché au profit de la Chine, du Canada, de l'Argentine ou de la Corée du Sud dont la pénétration en Algérie est fulgurante. Les trois pays de l'arc latin qui

avaient assuré en 1992 48,2 % des importations de l'Algérie n'ont pu en assurer que 33 % au premier semestre 2008.

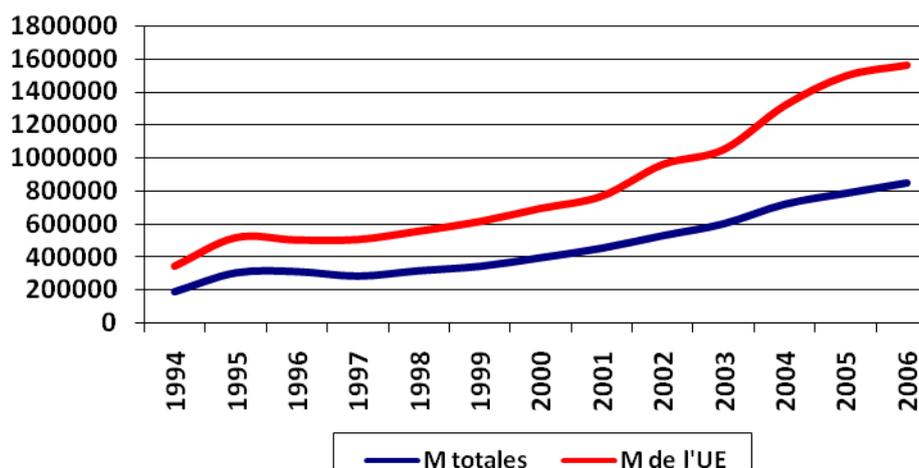
**Tableau 2 : Le Top-10 des fournisseurs de l'Algérie**

1992	1996	2000	2004	2008 (1 <sup>er</sup> S.)
France (24,2)	France (24,4)	France (23,6)	France (22,5)	France (17,5)
Italie (14,4)	Espagne (12,3)	Etats-Unis (11,4)	Italie (8,5)	Italie (10,19)
Etats-Unis (11)	Etats-Unis (10,2)	Italie (8,9)	Allemagne (6,6)	Chine (8,10)
Espagne (9,6)	Italie (9,2)	Allemagne (7,7)	Etats-Unis (5,9)	Etats-Unis (7,6)
Allemagne (8,7)	Allemagne (6,6)	Espagne (6)	Chine (5)	Allemagne (6,75)
Japon (4,4)	Canada (3,9)	Canada (3,8)	Espagne (4,8)	Espagne (5,74)
Belgique (3)	Turquie (3,5)	Turquie (3,1)	Japon (3,6)	Argentine (4,82)
Canada (2,1)	Japon (2,6)	Japon (3)	Argentine (3,2)	Corée du Sud (3,12)
Autriche (2)	Belgique (2,4)	Russie (3)	Turquie (3,2)	Japon (2,92)
Chine (1,8)	Chine (2,2)	Belgique (2,6)	Belgique (2,7)	Belgique (2,76)

Sources : 1992-2004 : ONS, 2008 : Algex

Depuis un quart de siècle, la Chine enregistre des taux de croissance, autour de 10 %, mais le taux de croissance de ses exportations est encore plus mirifique, puisqu'il se situe autour de 17 % ; par conséquent son succès en Algérie n'est qu'un aspect de son succès sur le marché mondial. Outre la percée de la Chine, nous enregistrons, celles des pays émergents (Argentine, Corée du Sud, Turquie, Brésil...) ainsi que du Canada qui améliorent leurs performances année après année, essentiellement au détriment de l'Union Européenne. Le graphique 2, montre nettement qu'à partir de 2001, l'UE se laisse distancer par le reste du monde et le fossé ne cesse de s'élargir en dépit de l'entrée en fonction (1<sup>er</sup> sept. 2005) de l'accord d'association qui ouvre, sans concessions, les frontières de l'Algérie aux produits européens.

**Graphique 2 : Evolution des importations de l'Algérie à partir de l'UE**



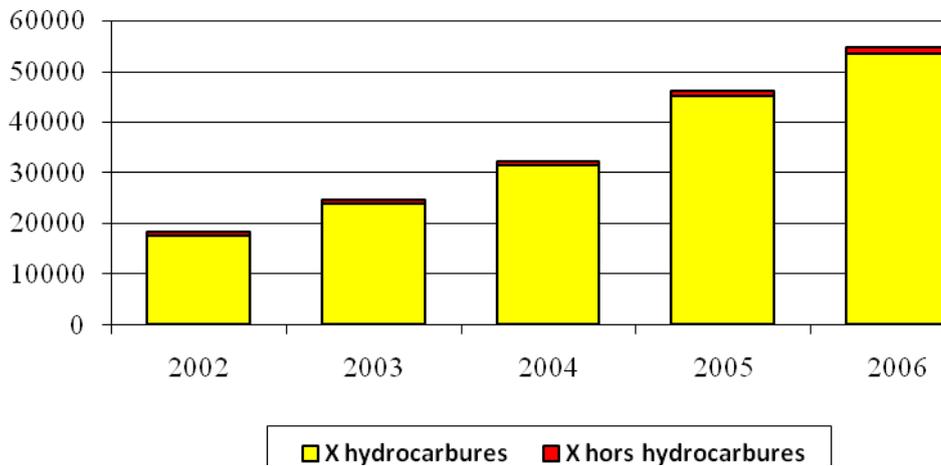
Source : ONS

## 22- Evolution des exportations

L'analyse des exportations de l'Algérie n'est pas aisée dans la mesure où ce pays n'exporte quasiment que des hydrocarbures ; ses exportations hors hydrocarbures représentent une part d'environ 2 % du total, correspondant à environ 1 milliard de dollars. Le pétrole et le gaz étant des produits spécifiques et hautement stratégiques leur commerce a ses propres

règles, de sorte que les efforts de l'Algérie en matière d'accroissement de ses exportations et de diversification de ses clients, ne portent que sur le petit milliard d'exportations hors hydrocarbures (sur lequel une bonne part est tenue par des dérivés du pétrole, d'ailleurs).

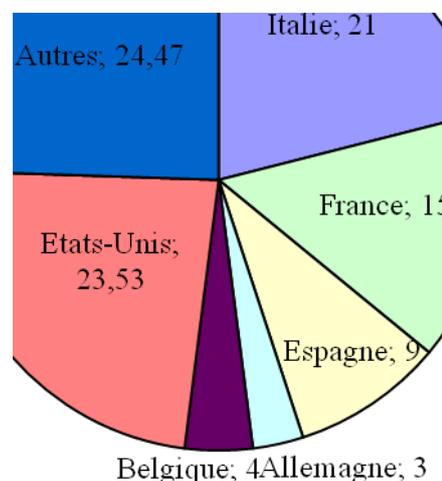
**Graphique 3 : Exportations de l'Algérie**



Source : Algex

Au premier semestre 2008, les 5 premiers clients européens de l'Algérie lui achètent plus de la moitié de ses exportations (Graphique 4), les Etats-Unis, arrivent immédiatement derrière avec une part de 23,53 %. Par pays, les Etats-Unis arrivent largement en tête devant l'Italie et la France. Sur la période 1992-2006 ; l'Algérie, pays exportateur de pétrole enregistre une balance commerciale globalement positive vis-à-vis de l'UE, mais au sein de celle-ci, elle accuse un déficit net avec l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Pologne, etc. et réalise ses meilleurs résultats avec l'Italie. Avec la France sur les 14 années de la série, elle réalise 10 années déficitaires et 4 années excédentaires.

**Graphique 4 : les clients européens de l'Algérie, en % du total. Période 1992-2004**



Source : Données des douanes algériennes

Comme nous le rappelions plus haut, les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie n'ont dépassé le seuil du milliard de dollars qu'en 2006 et plus de la moitié de ce montant est réalisé sur des produits dérivés du pétrole. Les produits agricoles ne marquent qu'une présence symbolique (Tableau 3) mais qui est appelée à évoluer positivement, même si l'UE a « plombé » l'accès à son territoire aux produits agricoles sud-med, en fixant des quotas et des périodes de validité. Les quotas sont faibles mais restent hors de portée de l'agriculture algérienne, pour l'heure.

**Tableau 3 : Exportations de produits agroalimentaire en 2002, en millions de dollars**

Peaux d'ovins	Montants	Clients
Bouchons de liège	17	Italie, France, Turquie
Dattes	16	France, Maroc, Belgique, Espagne
Bouchons de liège	5	Portugal, Italie, France
Sel et chlorure de sodium	4	Irak
Vins de qualité	3	France
Crevettes congelées	3	Espagne
Vin en vrac	2	France
Caroubes	1	Espagne
Crevettes non congelées	1	Espagne
Liège naturel équarri	0,3	En 2001 France, Italie, Portugal

En conclusion sur les enjeux du commerce Algérie-UE, il faut rappeler en premier lieu, que jusqu'à la fin des années 80, l'Algérie s'est presque isolée, de propos délibérés : l'Etat avait le monopole sur le commerce extérieur et l'économie nationale était protégée par des taxes prohibitives. En second lieu il faut retenir que, pour son commerce extérieur, l'Algérie n'alla pas plus loin que ses voisins de la rive nord de la Méditerranée, se mettant dans une forte dépendance vis-à-vis de l'UE et surtout du trio Espagne-France-Italie.

L'ouverture qui accompagne la crise de l'endettement du début des années 90 et le Plan d'Ajustement Structurel qui s'en est suivi, n'a pas permis à l'économie nationale d'améliorer ses performances. L'Algérie avait beaucoup espéré que la qualité et le volume de ses échanges avec l'UE pèseraient pour lui amener les indispensables capitaux nécessaires à la relance de son économie. L'espoir est d'autant plus raisonnable que l'UE est le plus gros émetteur d'IDE dans le monde et qu'elle assignée de faire de la Méditerranée une zone de paix et de prospérité.

### 3- ALGERIE-UE : HISTOIRE D'IDE

#### 31- Les données générales

Au cours des années 60-70, l'Algérie a déployé s'est entourée de barrières qui l'isolaient du reste du monde, avec elle ne prenait contact que par l'intermédiaire de l'Etat, omniscient et omnipotent. Elle a développé des forces répulsives à l'égard du capital étranger et de l'étranger de manière générale, en :

- étouffant l'activité touristique
- nationalisant les entreprises étrangères présentes sur le sol national
- appliquant un contrôle de change strict,
- donnant à l'Etat le monopole sur le commerce extérieur
- frappant les importations de lourdes taxes à l'entrée
- conduisant sa propre politique d'industrialisation...

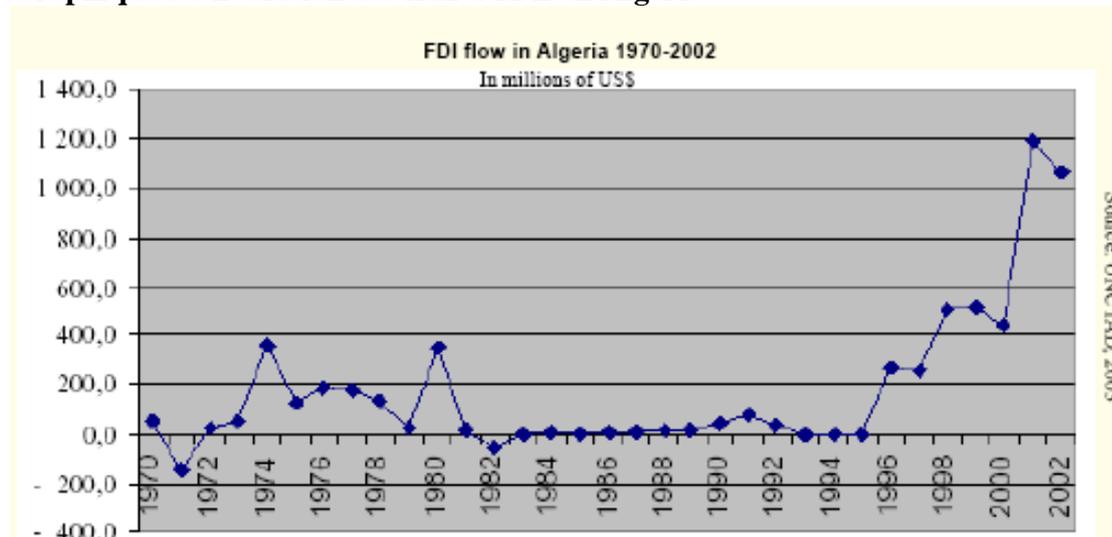
Le pire de ce qui se fait en matière d'investissement, c'est que l'Algérie ayant mis en œuvre une stratégie de développement grande consommatrice de capitaux, résolu de fermer

sa porte aux firmes étrangères mais d'en ouvrir subrepticement une autre aux banques étrangères, en recourant pour son financement aux emprunts sur le marché financier international.

L'ensemble des manœuvres que l'Algérie a déployées pour refouler les firmes multinationales de son territoire étaient consolidées à partir de 1973 par l'explosion du prix du baril de pétrole qui passe du simple au décuple en l'espace de quelques années. Non seulement le pays est riche de ses rentrées pétrolières mais il y a, en outre, que les banques occidentales qui croulent sous les liquidités<sup>2</sup> les proposaient avec insistance à des gouvernements ambitieux et financièrement crédibles (notamment parce qu'ils ont du pétrole).

La conjoncture se retourne brutalement en 1986, lorsque le prix du baril a été brutalement divisé par deux, plongeant le pays dans une crise profonde dont le pic sera atteint au début des années 90 ; obligeant le gouvernement à solliciter la médiation du FMI pour le rééchelonnement de sa dette, au prix d'un douloureux cahier des charges représenté par les fameuses conditionnalités. Le pays entreprit, en conséquence, de déconstruire pierre par pierre, la carapace qui l'a isolée du reste du monde en un processus de libéralisation laborieux mais inéluctable qui a déjà franchi plusieurs étapes décisives. La loi sur la monnaie et le crédit (LMC) est promulguée en 1990 et le Code des investissements en 1993, mais ce n'est qu'avec l'ordonnance d'août 2001 (modifiée et complétée en 2006) que le pays parachève son ouverture. C'est pourquoi les IDE sont insignifiants avant cette année (Graphique 5), mais c'est un fait que même après les investissements se stabilisent autour du milliard de dollars (Graphique 6) dont la part du lion va au secteur des hydrocarbures<sup>3</sup>.

**Graphique 5 : Evolution des flux d'IDE en Algérie**



Source : UNIDO SPX News. A Newsletter of the United Nations Industrial Development Organization - Supply Chain Development Programme.- spx@unido.org

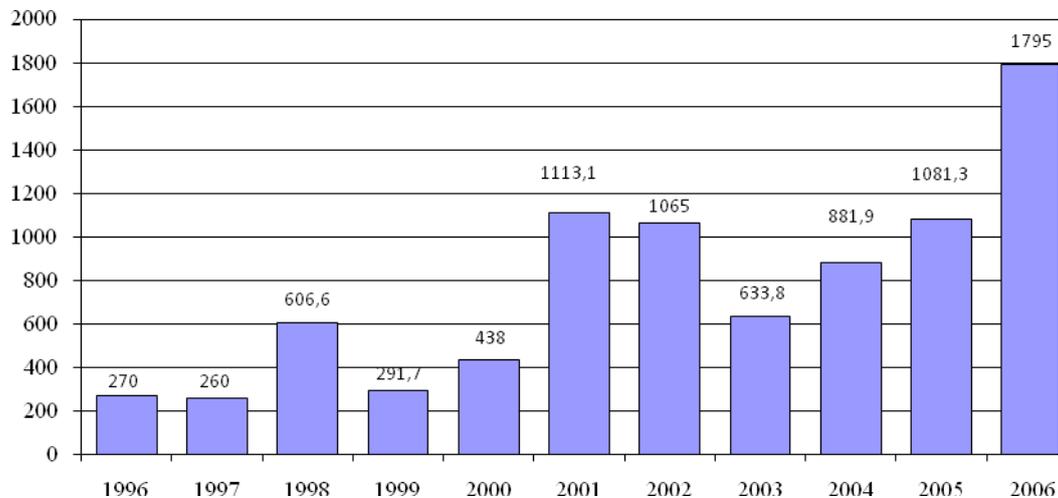
La comptabilité des IDE est pleine d'incertitudes. Certains organismes comptent les intentions d'investissement que reçoivent les pays d'accueil (dont quelques-unes se concrétisent et d'autres pas, à terme) ; d'autres comptent les investissements effectivement réalisés ; d'autres les estiment selon les intentions d'investir des firmes, etc. Ce qui explique que les données peuvent différer de façon notable selon les sources. Notons, toutefois, que la

<sup>2</sup> Les économies des pays de l'OPEP ne pouvant absorber les masses de capitaux qu'ils gagnent en plaçant une grande partie dans les grandes banques des pays capitalistes développés

<sup>3</sup> Les creux de 2003 et 2004 sont consécutifs aux événements du 11 septembre 2001, à l'issue desquels l'activité s'est rétractée, dans le monde.

faiblesse des IDE à destination des pays en développement est telle qu'en 2006, avec à peine 1795 millions de dollars, l'Algérie occupe la 63<sup>ème</sup> place du classement mondial alors qu'elle était à la 113<sup>ème</sup> place, en 2003 (Eurostat).

**Graphique 6 : Flux d'IDE en Algérie, en millions de dollars**



Source : UNCTAD Database

Depuis que le monde s'est recomposé à la fin des années 80, en trois pôles de puissance, l'Algérie fait *naturellement* partie de la zone d'influence de l'Union Européenne, avec laquelle d'ailleurs, l'attachent des liens économiques (2/3 du commerce extérieur + un accord d'association prélude à une ZLE), sociologiques (un million d'émigrés), culturels (langue française), historiques (colonisation, française)... A ces titres, elle s'attendait à ce qu'une fois le verrou de la libéralisation levé, les firmes européennes saisissent l'opportunité de s'y installer. L'opportunité est d'autant plus avantageuse que le pays fait prévaloir un des marchés les plus intéressants d'Afrique en termes de PIB, une énergie à bon marché, une main-d'œuvre assez bien formée et à très bon marché, etc.

Contre toute attente, l'UE se détourne de la rive Sud de la Méditerranée qu'elle va traiter comme un espace de consommation plutôt qu'un espace de production ; autrement dit il plus intéressant d'y exporter que d'y produire. Mais avec quelles conséquences ? Nous présenterons d'abord la situation des IDE en Algérie, avant de nous attaquer à la problématique des IDE qu'y réalise l'UE.

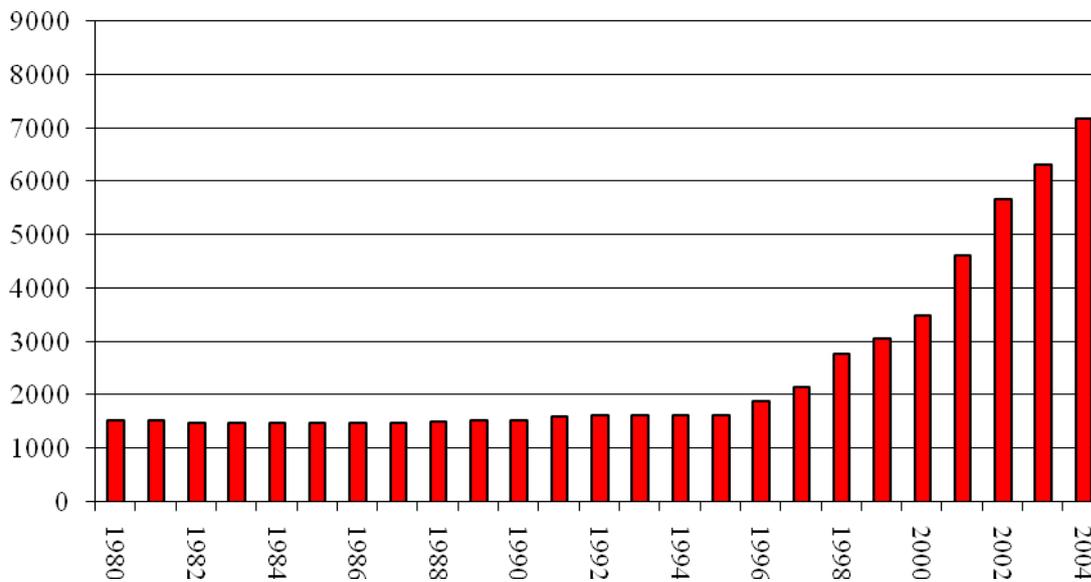
### 32- Les IDE en Algérie

Durant trois décennies, l'Algérie n'a pas seulement négligé de soigner son attractivité, mais elle a également fait prévaloir une répulsivité franche et loyale. Une lecture distraite du graphique 7 laisserait croire qu'il représente l'évolution des flux alors qu'il s'agit bel et bien des stocks, tant sont faibles les chiffres. La faiblesse des IDE est une réalité dont on ne sait encore s'il faut la déplorer ou s'en féliciter ; mais c'est un fait que le stock d'IDE n'a pratiquement pas bougé entre 1980 et 1996, période à laquelle le stock a entamé une ascension correspond à l'arrivée des investissements conséquemment à la nouvelle politique économique de l'Algérie (Abandon du socialisme et transition vers l'économie de marché).

La libéralisation et l'ouverture ont valu au pays l'intérêt de certaines firmes et de certains pays émetteurs, parmi lesquels on trouve bien sûr des membres de l'UE, mais aussi et surtout des pays qu'on attendait moins, tels que les Etats-Unis, le Canada, la Chine, l'Inde,

l’Egypte, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, la Tunisie, la Turquie... nous allons nous intéresser aux investissements de l’Union Européenne.

**Graphique 7 : Stock d’IDE en Algérie (en millions de dollars)**



Source : UNCTAD Database

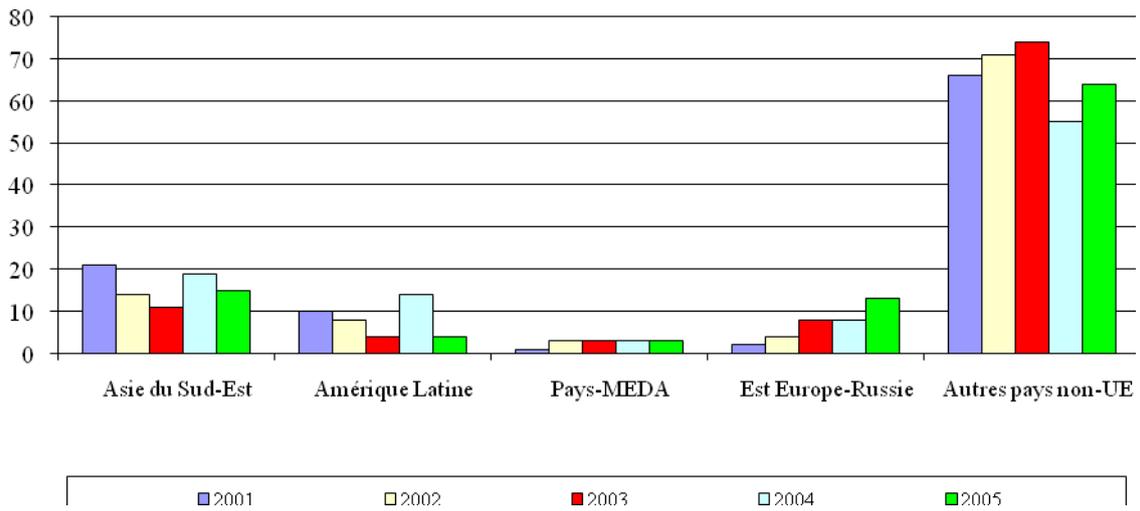
### 33- Les IDE de l’UE en Algérie

En 2006, les firmes de l’UE-27 ont investi à l’étranger pour un montant de 619 milliards, imposant ainsi l’Union Européenne comme le plus gros émetteur d’IDE dans le monde. Un certains nombres de caractéristiques méritent d’être rappelées, à ce propos :

- La part de lion (soit 436 milliards correspondant à 70,4 %) ne quitte pas l’UE (investissements intra-UE).
- Les 183 milliards d’euros qui sortent de l’UE sont presque entièrement aspirés par les Etats-Unis et l’Asie du Sud-Est.
- Les parts qui échoient à l’espace méditerranéen et au continent africain sont à la limite du « négligeable ».

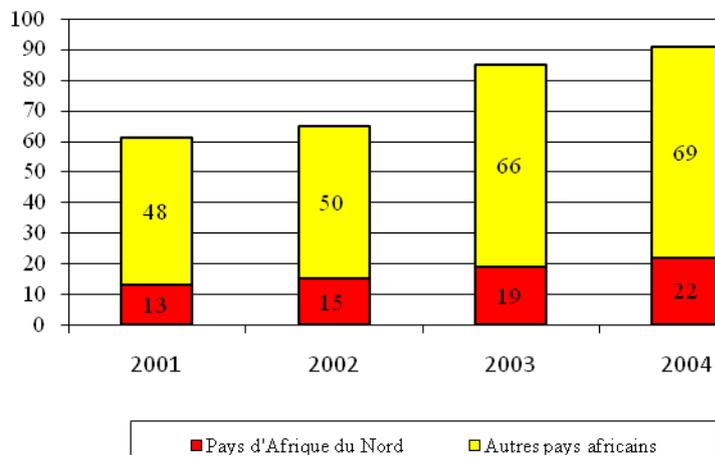
A l’échelle de la région méditerranéenne, la présence de l’UE en termes d’IDE est à peine symbolique (graphique 8) et les investisseurs privilégient deux grandes destinations : Israël et la Turquie. Si nous nous situons, maintenant, à l’échelle du continent africain, les entrepreneurs européens semblent développer la même allergie que pour la Méditerranée et encore moins pour l’Afrique du nord (graphique 2). Un tel comportement est d’autant plus curieux, à première vue, que le retour sur investissement est globalement meilleur en Afrique que partout ailleurs (graphique 10). Se demander pourquoi l’UE répugne à investir en Afrique et en Méditerranée de manière générale et en Algérie en particulier est une question secondaire, pour nous. Ce qui est important, c’est qu’au moment où les le pôle américain de la Triade essaie de s’organiser pour comprendre l’ensemble du territoire entre l’Alaska et la Terre de feu (initiative des Amériques), au moment où le pôle asiatique de la Triade est entrain de recouvrir pratiquement tous les pays de la région, le pôle de l’Union Européenne joue à cache-cache avec les pays de l’espace méditerranéen. Ce qui est d’autant plus incompréhensible que l’UE a déjà donné la preuve de ses capacités à catalyser la croissance et le développement dans les pays de sa périphérie, comme elle l’a fait avec la Grèce, l’Espagne, le Portugal, les PECO, qui ont réalisé des progrès énormes sous son impulsion.

**Graphique 8 : Les IDE de l'UE, hors UE, par région de destination, en %**



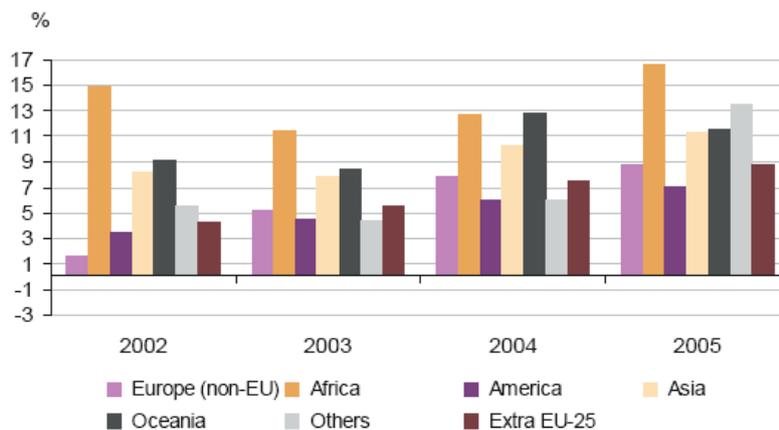
Source : ANIMA : Invest in Med, Etude n° 1, mai 2008. Investissement Direct Etranger vers MEDA en 2007

**Graphique 9 : Stock des IDE de l'UE en Afrique, en milliards d'euros**



Source : ANIMA : Invest in Med, Etude n° 1, mai 2008. Investissement Direct Etranger vers MEDA en 2007

**Graphique 10 : Retour sur investissement des IDE extra-UE**



## Conclusion

Après les protocoles des années 70, après la politique méditerranéenne rénovée, après le processus de Barcelone, l'Union européenne propose (impose) une nouvelle aventure aux pays méditerranéens l'Union *de* la Méditerranée, transformée unilatéralement par la même UE en une Union *pour* la Méditerranée, dont on ne sait si elle se substitue au Processus de Barcelone ou si elle va le compléter. Les pays sud-méditerranéens ont des raisons de douter de la viabilité de ce nouveau projet, sinon de s'en inquiéter, car si nous devons tirer des leçons générales à partir de l'exemple de l'Algérie l'UE semble agir comme un magicien qui attire l'attention sur sa main droite alors que c'est sa gauche qui est à l'œuvre.

Deux raisons justifient cette méfiance à l'égard du projet. La première c'est qu'au chapitre commercial l'UE perd de plus en plus de terrain en Algérie alors qu'au chapitre des investissements, sa présence ne traduit ni son poids de premier émetteur ni la qualité du partenariat qu'elle prétend développer. La seconde raison, c'est que l'UE fait preuve d'aveuglement en traitant l'espace méditerranéen comme un espace homogène qui présente partout les mêmes aptitudes pour une coopération/intégration poussée. En effet si la Méditerranée Occidentale regroupant les 3 pays de l'arc latin et les 3 pays du Maghreb forment une zone économique informelle, très avancée, on ne peut pas en dire autant de la Méditerranée Orientale, *virussée*, qui plus est, par le problème arabo-palestinien.

Le fait est que l'UE ne sait que faire de la rive Sud de la Méditerranée, aussi essaie-t-elle de gagner simplement du temps, mais entre-temps, l'Algérie se *déseuropéanise* progressivement et s'*asiatise* et se mondialise.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Abidar (Ali) : Impact et déficit commercial d'une zone de libre-échange entre les pays de l'UMA et l'UE. Colloque " Economie, Méditerranée, Monde Arabe ". 20-21 septembre 2002 à Sousse (Tunisie) Ammour, Leucate et Moulin : La voie algérienne. Editions Maspéro, Paris 1974.
2. ANIMA : Invest in Med, Etude n° 1, mai 2008. Investissement Direct Etranger vers MEDA en 2007 Barthe (Marie A.) : Economie de l'Union Européenne, 2<sup>e</sup> ed. Economica, Paris, 2003.
3. Bchir (Mohamed Hedi) et Maurel (Mathilde) : Impacts économiques et sociaux de l'élargissement pour l'Union européenne et la France CEPII, avril 2002 Boudiaf (Messaoud) et SIROËN (Jean Marc) : Ouverture et développement économique. Economica ; Paris 2001.
4. Boughidene (Rachid) : Les accords d'association euro-méditerranéens : Quel impact sur le développement. Cas de l'Algérie. Mémoire de Magister soutenu à l'université de Béjaïa, en 2007.
5. Bourokba (Nouri) : L'espace méditerranéen et sa construction. In André Donneur (sous la direction de) : La Méditerranée occidentale, un système régional en transition. Actes du colloques de Montréal 1998. PUSS de Toulouse 2000 Brandell (Inga) : Les rapports franco-algériens depuis 1962. L'Harmattan, Paris 1977. Buzelay (Alain) : Intégration et désintégration européennes. Economica, Paris, 1996.
6. Cabanis (André) et Martin (Michel Louis) ; Les relations entre l'union du Maghreb arabe et l'Union européenne ; un partenariat ambivalent dans l'occident méditerranéen. In André Donneur (sous la direction de) : La Méditerranée occidentale, un système régional en transition. Actes du colloque de Montréal 1998. PUSS de Toulouse 2000 Chevalier (Agnès) et Bensidoune (Isabelle) : Europe-Méditerranée : le pari de l'ouverture. Economica, Paris, 1996.
7. Centre d'économie et de finances internationales : La Méditerranée économiques. Premier rapport général sur la situation des riverains au début des années 90. Editions Economica, Paris 1992.
8. Commissariat Général du Plan: Le partenariat euro-méditerranéen : la dynamique de l'intégration régionale. Rapport du groupe présidé par Rémy LEVEAU, La Documentation française, Paris, 2000.
9. Deblock (C.): La politique commerciale des Etats-Unis et le régionalisme dans les Amériques. Cahier de recherche – CEIM, Montréal août 2001. [www.unites.uqam.ca/gric](http://www.unites.uqam.ca/gric)

10. Deblock (C.), Brunelle (Dorval) et Rioux (M.) : Globalisation, investissements et concurrence. La voie du régionalisme : le projet des Amériques. Cahiers de recherche – CEIM, Montréal, septembre 2001. [www.unites.uqam.ca/gric](http://www.unites.uqam.ca/gric)
11. Ecrement (Marc) : Indépendance politique et libération économique : un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985. ENAP/OPU (Alger)/PUG (Grenoble) ; 1986.
12. De Melo (Jaim) et Grether (Jean-Marie) : Commerce International, théories et applications. 2ed ; De Boeck, Paris-Bruxelles ; 2000.
13. Gtari (Rim) : L'union du Maghreb arabe en tant que communauté. In André Donneur (sous la direction de) : La Méditerranée occidentale, un système régional en transition. Actes du colloques de Montréal 1998. PUSS de Toulouse 2000.
14. Kebabdjian (Gérard) : La régionalisation euro-méditerranéenne : une approche d'économie politique internationale. Colloque " Economie Méditerranée Monde Arabe". 20-21 septembre 2002 à Sousse (Tunisie). Hen (Christian) et Léonard (Jacques) : L'Union Européenne. La découverte, Paris, 2003.
15. Khader (Bichara) : Le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud. L'Harmattan, Paris, 2001.
16. Lafay (G.), Freudenberg (M.) et alii : Nations et mondialisation. Economica, Paris, 1999.
17. M'Hamsadji-Bouzidi (Nachida) : Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur : l'expérience algérienne (1974-1984). OPU, Alger, 1988.
18. MPPI : [www.mppi.dz](http://www.mppi.dz). Ordonnance de 2001 a été modifiée et complété par l'ordonnance 06/08 du 15 juillet 2006
19. Mucchielli (Jean-Louis), Celimène (Fred) et all : Mondialisation et régionalisation : un déficit pour l'Europe. Economica, Paris, 1993.
20. Oukaci (Kamel) : Impacts de la libéralisation sur l'intégration et le développement économique. Cas de l'économie algérienne. Thèse de doctorat soutenue à l'université de Béjaia en 2008.
21. Rollet (Philip) : Spécialisation internationale et intégration européenne. 2<sup>e</sup> ed. Economica. Paris, 1990.
22. Siroën (Jean Marc) : La régionalisation de l'économie mondiale. La Découverte, Paris, 2004.
23. Yvars (Bernard) : Economie de l'Union européenne. DUNOD, Paris, 2001.

## ANNEXE : IDE reçus par l'Algérie en 2006-2007

(en couleur les IDE réalisés par les membres de l'UE)

Firme	Pays d'origine	Objet
ASEC Cement Holding	Égypte	Propriété de Citadel Capital, le groupe prend 35% de la cimenterie Zahana et promet des investissements de capacités de 77 millions d'USD
Saint-Gobain	France	La filiale italienne Saint Gobain Vetri rachète à l'Etat deux PME verrières, la Sovest (Société de Verreries de l'Est) à El Ma Labiod et Alver à Oran
Air liquide	France	Le numéro 2 mondial des gaz industriels bénéficie de la privatisation totale de la société Sidal, filiale du groupe Sider
Jelmoli + Darsi Investment + Valartis International	Suisse	Un consortium suisse mené par Jelmoli construit un centre commercial à Alger, avec des projets futurs pour Oran, Annaba, Constantine, et même le Maroc
Mérieux Alliance / BioMérieux	France	Le laboratoire crée une filiale basée à Alger, centrée sur la lutte contre les maladies infectieuses et la formation scientifique des cadres de santé
Dietswell	France	L'entreprise française Dietswell filialise à 100% la société de forage algérienne DMM pour 21,8 millions d'USD
El Ezz	Egypte	L'Egyptien investit 1,25 milliard d'USD pour la construction d'une usine sidérurgique dans la wilaya de Jijel
ECP - EMP Africa Fund II	USA	Le gestionnaire de fond acquiert 100% de la Générale Assurances Méditerranéenne, premier assureur algérien détenu à 100% par des capitaux étrangers
Saint-Gobain	France	Le géant français rachète l'Entreprise de plâtre et dérivés d'Ouled Djellal pour 8,89 millions US\$

<b>Isofoton</b>	Espagne	Leader mondial dans le photovoltaïque, l'espagnol s'associe à 50/50 à l'ENIE pour produire des panneaux solaires, 48 millions US\$ sur 5 ans
<b>Acciona + SNC Lavalin</b>	Non définie	Ces groupes détiennent ensemble 51% de la société qui créera sous contrat BOT de 134 millions d'euros une usine de désalinisation
<b>Boujebel / Médis</b>	Tunisie	Le groupe prend 50% du capital du laboratoire algérien Inpha à l'occasion d'une augmentation de capital de 1,5 million d'euros
<b>Repsol-YPF + Gas Natural</b>	Espagne	Andalous LNG , JV avec la Sonatrach détenue à 80% par Repsol-YPF-Gas Natural, investira 3 milliards US\$ dans une nouvelle usine de GNL
<b>Payahi / TPR</b>	Tunisie	Tunisie Profilés Aluminium, filiale du groupe tunisien Payahi, fait construire une usine autour d'Alger
<b>Isofotón</b>	Espagne	La première entreprise espagnole de l'Industrie photovoltaïque crée Isofotón Algérie après le rachat de l'algérien Alsolar
<b>Mango</b>	Espagne	
<b>Orascom</b>	Egypte	La nouvelle cimenterie du groupe Orascom implantée à Oggaz dans la wilaya de Mascara représentera fin 2007 500 millions US\$ investis et 3000 emplois
<b>Orascom / OCI</b>	Egypte	La branche BTP du groupe égyptien acquiert 60% de Samba, un producteur de matériaux pierreux, pour 8 millions USD
<b>Quick</b>	France	Le premier restaurant de la chaîne de restauration rapide franco-belge Quick ouvre à Alger
Europcar	France	Le leader européen de la location de véhicules s'associe à Cevital pour donner naissance à la filiale CeviCar qui gèrera la franchise dans ce pays
GGSSI	Canada	Greenhouse Gas Separation Systems crée une filiale à vocation régionale pour commercialiser ses solutions de capture des gaz à effet de serre
Société Generale / ALD Automotive	France	ALD Automotive, la ligne métier location longue durée et gestion de parcs automobiles du groupe Société Générale, a créé une filiale locale
Behm-Titan-Kaiser (BTK)	France	Le groupe de carrossiers français Behm-Titan-Kaiser (BTK) et la SNVI investissent 10 millions d'euros dans BTK Tiaret, leur nouvelle JV à 60/40
Mubadala Development w/ Dubal	Emirats A. Unis	Une JV formée par Mubadala et Dubal détiendra 70% des parts d'un projet d'aluminerie à 5 milliards US\$, tandis que Sonatrach et Sonelgaz s'octroieront le reste
<b>First Calgary Petroleum</b>	Canada	La firme participera à hauteur de 25% dans la JV avec la Sonatrach chargée de développer pour 1,3 milliard d'US\$ le gisement gazier de Menzel Ledjmet
<b>Regus</b>	Royaume-Uni	Regus inaugure un nouveau centre d'affaires à Alger
<b>Saint-Gobain</b>	France	Saint-Gobain a acquis 66% du capital de CM Gypso, qui possède deux carrières de gypse, et investira dans une nouvelle fabrique de plâtre
<b>Wincor Nixdorf</b>	Allemagne	Wincor Nixdorf, fournisseur hardware et software du secteur bancaire, de la grande distribution et de la poste, a créé sa filiale en Algérie
<b>ASEC Cement Holding</b>	Égypte	ASEC Algérie, propriété de Citadel Capital, investit 550 millions USD dans une nouvelle cimenterie dans la région de Djelfa
<b>Clextal</b>	France	Clextal, spécialiste français des procédés de transformation de céréales, ouvre une filiale à Alger
<b>Gras Savoye</b>	France	Le courtier français d'assurance Gras Savoye ouvre une filiale en Algérie, "Gras Savoye Algérie Services"
<b>Shaolin</b>	Chine	L'Algérie a signé deux contrats d'exploitation miniers en JV dans les wilayas de Tamanrasset et Sétif avec l'entreprise chinoise Shaolin
<b>Thuasne</b>	France	Le français Thuasne, leader dans les textiles à usage médical, ouvre une filiale de distribution et fabriquera en Algérie des vêtements pour grands brûlés
<b>Danone</b>	France	Danone prévoit l'ouverture d'une biscuiterie dans la région de Réghaïa
<b>Neuf Cegetel</b>	France	Neuf Cegetel signe un partenariat avec EEPAD, 1er opérateur d'ADSL et de téléphonie IP en Algérie
GDF	France	Medgaz, dont GDF est actionnaire à hauteur de 12%, va investir 900 millions d'euros dans le gazoduc sous-marin Algérie-Espagne
<b>Cepsa</b>	Espagne	Le groupe espagnol Cepsa aux côtés de Sonatrach pour le gazoduc sous-marin Medgaz
<b>Iberdrola</b>	Espagne	Le groupe espagnol Iberdrola aux côtés de Sonatrach pour le gazoduc sous-marin Medgaz

<b>Endesa</b>	Espagne	Medgaz, dont l'espagnole Endesa est actionnaire à hauteur de 12%, va investir 900 millions d'euros dans le gazoduc sous-marin Algérie-Espagne
<b>Terramin</b>	Australie	Terramin a acquis une part de 65% dans la mine de zinc d'Oued Amizour et a accepté de dépenser 6,6 millions d'USD pour l'exploration
<b>Orascom</b>	Égypte	Orascom envisage la construction d'une usine de production d'engrais chimiques avec Sonatrach
<b>Mittal Steel</b>	Inde	Partenariat Mittal Steel/Ferphos/SNTF pour former une nouvelle société mixte de transport ferroviaire, dont Mittal sera actionnaire à 60 %
<b>Lafarge</b>	France	Réalisation d'une usine de production de plâtre et de produits dérivés à Bouira avec Cosider
<b>Orano Project Management</b>	Italie	Un consortium de 33 PME italiennes lance un projet immobilier, touristique et culturel de grande envergure dans la wilaya d'Oran
<b>Epur</b>	France	Traitement des déchets industriels dans la wilaya d'Alger via un partenariat algéro/français
<b>Lafico</b>	Libye	Construction d'un centre des affaires à Birkhadem avec Cosider
<b>Unknown</b>	Arabie Saoudite	Réalisation du projet El Hamed pour un complexe touristique à Sidi Fredj (90 millions de dollars)
<b>Unknown</b>	France	Privatisation de l'hôtel Essalem de Skikda pour 115 milliards de centimes de DA
<b>JPM Acdimia</b>	Jordanie	Validation du projet TAPHCO de production pharmaceutique à travers un partenariat avec l'Arabie Saoudite et la Jordanie
<b>Spimaco</b>	Arabie Saoudite	Validation du projet TAPHCO de production pharmaceutique à travers un partenariat avec l'Arabie Saoudite et la Jordanie
<b>General Electric</b>	USA	GE détient 52% de sa JV Algesco et construira un nouveau centre de maintenance de turbines à Hassi-Messaoud
<b>General Electric</b>	USA	Projet d'usine de dessalement Hamma: GE Water & Process Technologies investit 70% d'un contrat BOOT de 248 millions de dollars
<b>BNP Paribas Cardif</b>	France	La compagnie d'assurance-vie de BNP Paribas, Cardif, s'installe en Algérie
<b>Cevital</b>	France	Cevital a passé un accord avec Cylande GD dans le cadre de son projet d'ouverture d'enseignes de
<b>Gazprom</b>	Russie	Le géant du gaz naturel russe Gazprom s'engage à investir en Algérie
<b>Samsung</b>	Corée du Sud	Création de Samha en partenariat avec Cevital pour distribuer les produits Samsung et réaliser une unité de fabrication de biens électroménagers
<b>Saitec</b>	Italie	Une société algéro-italienne met en place une unité de fabrication de textiles pour l'hôtellerie à Tlemcen
<b>Fransabank</b>	Liban	La banque libanaise crée une filiale locale et déploie toute ses activités en Algérie
<b>ZTE</b>	Chine	Le géant chinois ZTE Corp s'associe à Algérie Telecom pour lancer un réseau expérimental de fibre optique
<b>Renault</b>	France	Renault Algérie ouvre son premier centre Renault Minute à Bejaia
<b>Saraya</b>	Liban	Saraya, le groupe de Saâd Hariri, envisage de construire un complexe touristique au Cap Ivi près de Mostaganem
<b>Buzzi Unicem</b>	Italie	L'entreprise italienne Buzzi Unicem achète 35% des actions du cimentier algérien Hadjar Soud et une participation équivalente de Sur El Ghoziane
<b>ABC Minet</b>	France	ABC Minet, entreprise française d'échafaudages et matériel de construction, s'installe en Algérie avec un bureau à Alger et un dépôt logistique à Bouira
<b>Astra</b>	Arabie Saoudite	Le conglomérat saoudien ASTRA (Arab Supply and Trading Corporation) a investi 100 millions de dollars en Algérie depuis trois ans
<b>British Gas</b>	Royaume-Uni	British Gas se joint à Gulf Keystone et Sonatrach dans un partenariat stratégique d'exploration pour le gisement d'Hassi Ba Hamou
<b>Gulf Keystone</b>	Royaume-Uni	Gulf Keystone et Sonatrach démarrent un partenariat stratégique d'exploration à British Gas pour le gisement d'Hassi Ba Hamou
<b>CIS</b>	France	Le groupe Catering International Services va acquérir 75% des parts de la société algérienne Cieptal
<b>Lesaffre</b>	France	Lesaffre a racheté les unités de fabrication de levure fraîche de Oued Smar et de Bouchegouf de la SGP CERGRO algérienne
<b>Prudent</b>	Canada	L'entreprise canadienne Prudent a signé avec la CIAR un partenariat d'affaires en matière de gestion des risques pour les assurances

<b>Stream Flo</b>	Canada	Stream Flo industries investit à Hassi Messaoud dans l'établissement d'un atelier de réparation de ses valves spécialisées
<b>International Electric Rigs</b>	Canada	Le groupe canadien International Electric Rigs a créé une filiale algérienne pour fournir les appareils de forage des filiales de la Sonatrach
<b>Magest</b>	Canada	Magest gagne un contrat EPC de 65 millions d'euros et construit pour le compte de la SMGIF un centre commercial de 25,000 m2 à Oran
<b>Dessau Soprin</b>	Canada	La société d'ingénierie montréalaise Dessau-Soprin embauchera 40 ingénieurs d'ici pour un projet de construction d'une autoroute en Algérie
<b>Century 21</b>	USA	Le n°1 des agences immobilières mondiales vient de s'installer en Algérie
<b>Swissport</b>	Suisse	Union Bank crée avec Swissport, leader mondial, une joint-venture 60/40 spécialisé dans les prestations aéroportuaires
<b>Bricorama</b>	France	Le géant du bricolage en Europe ouvre son premier magasin à Alger
<b>Knauf</b>	Allemagne	Intéressé par le marché algérien du logement, l'industriel achète à hauteur de 50% la plâtrière Fleurus d'Oran
<b>Mubadala Development</b>	Émirats A. Unis	L'émirati Mubadala a investi 63 millions USD dans la société chargée de construire et gérer la future centrale de Hadjeret Ennous en Algérie
<b>SNC Lavalin</b>	Canada	SNC-Lavalin détient une part majoritaire dans la société chargée de construire et gérer la centrale électrique de Hadjeret Ennous en Algérie
<b>Dubal</b>	Émirats Ar. Unis	Dubaï Aluminium (Dubal) projette la construction de la première tranche d'un complexe de fonderie près de Jijel pour 3,6 milliards d'USD
<b>Danone</b>	France	Danone a conclu l'acquisition de la société algérienne d'eau embouteillée Tessala
<b>Biat</b>	Tunisie	Le tunisien Biat va ouvrir un bureau en Algérie en 2006
<b>Attijari Wafa Bank</b>	Maroc	La banque marocaine Attijari Wafa Bank va ouvrir un bureau en Algérie en 2006
<b>Blom Bank</b>	Liban	La banque libanaise Blom Bank va ouvrir une succursale en Algérie en 2006
<b>Byblos Bank</b>	Liban	La banque libanaise Byblos Bank ouvre une filiale en Algérie
<b>Salam Bank</b>	Émirats A. Unis	a banque émirati Salam Bank obtient un agrément pour opérer en Algérie
<b>HSBC</b>	Royaume-Uni	La banque britannique HSBC va ouvrir une succursale en Algérie en 2006
<b>IFC</b>	USA	La SFI effectue un investissement en quasi-equity de 10 millions d'USD dans Red-Med, fournisseur algérien de logistique au secteur des hydrocarbures
<b>Hugo Boss</b>	Allemagne	Hugo Boss va s'implanter en Algérie à travers un accord de distribution
<b>FACT + Bitzer</b>	France	Le français FACT et l'allemand Bitzer vont ouvrir une nouvelle ligne de montage de froid en Algérie
<b>Brinks</b>	USA	Brinks va ouvrir un bureau de représentation en Algérie en 2006
<b>Control Risks</b>	Royaume-Uni	Control Risks ouvre un bureau en Algérie
<b>Anadarko</b>	USA	Le géant énergétique américain Anadarko va investir 160 millions de dollars en Algérie
<b>Dutch Shell</b>	Pays-Bas	Le géant pétrolier Shell va investir 100 millions de dollars dans un projet d'exploration en Algérie
<b>Linde</b>	Allemagne	L'allemand Linde va acheter l'entreprise nationale algérienne de gaz ENGI, pour 48,5 millions d'euros
<b>Lotto</b>	Italie	Lotto va investir 1 million d'euros dans l'ouverture d'un magasin et des contrats de sponsoring en Algérie
<b>Natexis Banques Populaires</b>	France	Natexis Banques Populaires projette l'ouverture d'une dizaine d'agences supplémentaires en Algérie en 2006
<b>Amiantit</b>	Arabie Saoudite	L'entreprise saoudienne Amiantit Company va créer une joint venture en Algérie pour fabriquer des tuyaux en polyester
<b>Calyon</b>	France	La banque Calyon issue d'une fusion entre le Crédit agricole et le Crédit Lyonnais va ouvrir une filiale en Algérie
<b>Société Générale</b>	France	La Société Générale a l'intention d'ajouter en 2006 entre 10 et 15 agences supplémentaires à son réseau algérien
<b>BNP Paribas</b>	France	La BNP Paribas va ouvrir une vingtaine d'agences en Algérie en 2006
<b>Cisco Systems</b>	USA	Cisco Systems démarre une filiale et des centres de formation en Algérie
<b>Emaar</b>	Émirats A.	Al-Salam Bank Algeria, filiale d'Amlak Finance et Emaar Properties sera

<b>properties</b>	Unis	dotée d'un capital de 100 millions de dollars
<b>Amlak</b>	Émirats A. Unis	Al-Salam Bank Algeria, filiale d'Amlak Finance et Emaar Properties sera dotée d'un capital de 100 millions de dollars
<b>Veolia</b>	France	Le groupe français Veolia crée une branche algérienne
<b>Motorola</b>	USA	Motorola compte s'installer en Algérie via une représentation à Alger et un partenariat local avec Mobi One pour un réseau de 60 téléboutiques
<b>Bouygues</b>	France	Bouygues crée une filiale en Algérie
<b>Toyota</b>	Japon	Toyota Algérie inaugure une succursale à Blida et prévoit le déploiement d'un réseau de service après vente dans tout le pays
<b>Swicorp</b>	Suisse	La banque d'affaires Swicorp ouvre un bureau en Algérie pour accompagner la privatisation des entreprises publiques
<b>Birzeit Pharma</b>	Palestinien ne	Le palestinien Birzeit Pharma a acheté 50% d'une entreprise pharmaceutique algérienne
<b>Alkimia</b>	Tunisie	La société tunisienne Alkimia achète une usine du groupe algérien Asmidal
<b>Al Arabia</b>	Jordanie	La JV jordanienne Al Dar Al Arabia crée trois unités pour la fabrication de médicaments dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah
<b>Orascom</b>	Égypte	Orascom augmente de 7,91% ses parts dans Djezzy, sa filiale algérienne, pour 399 millions US\$, portant sa participation totale à 98,6%
<b>Orascom</b>	Égypte	Orascom et Egypt Telecom ont investi 200 millions d'US\$ en 2006 dans l'opérateur algérien Lacom, détenu à parts égales par les 2 sociétés
<b>Egypt Telecom</b>	Égypte	Egypt Telecom et Orascom ont investi 200 millions d'US\$ en 2006 dans l'opérateur algérien Lacom, détenu à parts égales par les 2 sociétés
<b>Investment Building</b>	Luxembourg	L'entreprise luxembourgeoise, fondée par la famille Megharbi, ouvre des bureaux de représentation à Alger et Oran
<b>BTEI</b>	Tunisie	La banque tunisienne BTEI ouvre des bureaux en Algérie
<b>UIB</b>	Tunisie	La banque tunisienne UIB ouvre des bureaux en Algérie
<b>Delphi</b>	États-Unis	L'équipementier automobile lance une usine d'assemblage d'amortisseurs en Algérie
<b>Itochu / Mitsui OSK Lines</b>	Japon	Un méthanier acquis et géré par Sonatrach, ING, Itochu et Mitsui OSK Lines
<b>GMA Ressources</b>	Australie	GMA Ressources a investi 30 millions US\$ dans une usine de broyage et de production d'or pour le "plus grand gisement d'or en Afrique hors Congo"

Source : [www.mppi.dz](http://www.mppi.dz)